

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1993-1994 (*)

2 DÉCEMBRE 1993

PROJET DE LOI-PROGRAMME (articles 48 à 59)

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DES
RELATIONS EXTERIEURES (1)

PAR
M. GRIMBERGHS

MESDAMES, MESSIEURS,

Les articles 48 à 59 du projet de loi-programme ont été examinés par la Commission des Relations extérieures lors de sa réunion du 23 novembre 1993.

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Nothomb.

A. — Titulaires :	B. — Suppléants :
C.V.P. MM. Cauwenberghs, Eyskens, Sarens, Taylor, Van Peel.	MM. De Clerck, De Keersmaeker, Dupré, Ghesquière, Tant, N.
P.S. MM. Collart, Harmegnies (Y.), Janssens, Mme Lizin.	MM. Burgeon (W.), Féaux, Gilles, Harmegnies (M.), Mayeur.
V.L.D. MM. Beysen, Cortois, Kemppainen, Mme Neyts-Uyttebroeck.	MM. Chevalier, Dewael, Ramoudt, Taelman, Verhofstadt.
S.P. MM. De Bremaker, Van der Maele, Van der Sande.	MM. De Mol, Hostekint, Peeters (J.), Sleecx.
P.R.L. MM. Damseaux, Gol.	MM. De Decker, Duquesne, Kubla.
P.S.C. MM. Gehlen, Nothomb.	MM. Beaufays, Grimberghs, This-sen.
Ecolo/ Agalev Vl. Blok Mme Aelvoet, M. Winkel. M. Annemans.	MM. Morael, Van Dienderen, Viseur.
	MM. Van Hauthem, Van Nieuwenhuysen.

Voir :

- 1211 - 93 / 94 :

- N° 1 : Projet de loi.
- N° 2 à 4 : Amendements.
- N° 5 : Rapport.
- N° 6 : Amendements.

(*) Troisième session de la 48^e législature.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1993-1994 (*)

2 DECEMBER 1993

ONTWERP VAN PROGRAMMAWET (artikelen 48 tot 59)

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
BUITENLANDSE BETREKKINGEN (1)

UITGEBRACHT DOOR
DE HEER GRIMBERGHS

DAMES EN HEREN,

De Commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen heeft de artikelen 48 tot 59 van het ontwerp van programma wet tijdens haar vergadering van 23 november 1993 besproken.

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Nothomb.

A. — Vaste leden :

C.V.P. HH. Cauwenberghs, Eyskens, Sarens, Taylor, Van Peel.	HH. De Clerck, De Keersmaeker, Dupré, Ghesquière, Tant, N.
P.S. HH. Collart, Harmegnies (Y.), Janssens, Mevr. Lizin.	HH. Burgeon (W.), Féaux, Gilles, Harmegnies (M.), Mayeur.
V.L.D. HH. Beysen, Cortois, Kemppainen, Mme Neyts-Uyttebroeck.	HH. Chevalier, Dewael, Ramoudt, Taelman, Verhofstadt.
S.P. HH. De Bremaker, Van der Maele, Van der Sande.	HH. De Mol, Hostekint, Peeters (J.), Sleecx.
P.R.L. HH. Damseaux, Gol.	HH. De Decker, Duquesne, Kubla.
P.S.C. HH. Gehlen, Nothomb.	HH. Beaufays, Grimberghs, This-sen.
Ecolo/ Agalev Vl. Blok Mme Aelvoet, M. Winkel. M. Annemans.	HH. Morael, Van Dienderen, Viseur.
	HH. Van Hauthem, Van Nieuwenhuysen.

B. — Plaatsvervangers :

HH. De Clerck, De Keersmaeker, Dupré, Ghesquière, Tant, N.	HH. De Mol, Hostekint, Peeters (J.), Sleecx.
HH. Burgeon (W.), Féaux, Gilles, Harmegnies (M.), Mayeur.	HH. De Decker, Duquesne, Kubla.
HH. Chevalier, Dewael, Ramoudt, Taelman, Verhofstadt.	HH. Beaufays, Grimberghs, This-sen.
HH. Morael, Van Dienderen, Viseur.	HH. Van Hauthem, Van Nieuwenhuysen.

Zie :

- 1211 - 93 / 94 :

- N° 1 : Wetsontwerp.
- N° 2 tot 4 : Amendementen.
- N° 5 : Verslag.
- N° 6 : Amendementen.

(*) Derde zitting van de 48^e zittingsperiode.

Les votes ont eu lieu le 2 décembre suivant.

I. — EXPOSE INTRODUCTIF DU SECRETAIRE D'ETAT A LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

Il est renvoyé à l'exposé des motifs du projet de loi-programme (Doc. n° 1211/1, pp. 10 à 14).

II. — DISCUSSION GENERALE

Méthode

Un membre s'étonne du recours à la technique du projet de loi-programme pour modifier la loi du 10 août 1981 relative à la création d'un Fonds de la Coopération au Développement et d'un Fonds des prêts à des Etats étrangers.

Le Secrétaire d'Etat fait observer qu'il y a urgence à modifier la législation existante, pour que la suppression du Fonds de la Coopération au Développement et son remplacement par un programme budgétaire puisse s'appliquer dès le 1^{er} janvier 1994. La longueur des discussions qui ont eu lieu avec la Cour des comptes n'a pas permis de présenter cette modification au Parlement plus tôt.

Remarques générales

Un membre relève que le nouveau système proposé va renforcer le contrôle de la Cour des comptes sur les dépenses qui ont lieu outre-mer en faveur de la Coopération au développement. Certes, ce contrôle est souhaitable, mais son renforcement ne risque-t-il pas d'engendrer des retards ? Ne conviendrait-il pas d'accélérer dès lors les procédures internes, parallèlement à l'introduction de la modification proposée ?

Le même intervenant se demande si, eu égard au renforcement d'un certain nombre de critères à respecter, le nouveau système fonctionnera avec la souplesse requise.

Un autre membre rappelle que, par le passé déjà, l'application de la loi du 10 août 1981 avait soulevé beaucoup de questions.

On peut dès lors se réjouir que, à la suite de l'entrée en vigueur des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, on ait cherché une nouvelle formule. L'intervenant regrette cependant que le remplacement de l'ancien système n'ait pas donné lieu à un inventaire.

Le Secrétaire d'Etat déclare que les méthodes budgétaires que rendait possible la loi du 10 août 1981 se caractérisaient par une souplesse peut-être excessive.

Le système existant jusqu'à l'heure actuelle a par exemple favorisé l'accumulation de crédits non utilisés.

De stemmingen vonden plaats op 2 december 1993.

I. — INLEIDING DOOR DE STAATSSECRETARIS VOOR ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

Verwezen wordt naar de memorie van toelichting bij de programlawet (Stuk nr 1211/1, blz. 10 tot 14).

II. — ALGEMENE BESPREKING

Methode

Een lid verbaast zich erover dat de techniek van de programlawet wordt gehanteerd om de wet van 10 augustus 1981 tot oprichting van een Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking en een Fonds voor leningen aan vreemde Staten te wijzigen.

De staatssecretaris wijst erop dat de bestaande wetgeving dringend aan wijziging toe is zodat het Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking met ingang van 1 januari 1994 kan worden afgeschaft en vervangen door een begrotingsprogramma. Ten gevolge van de lange discussies die met het Rekenhof zijn gevoerd, kon deze wijziging niet eerder aan het Parlement worden voorgelegd.

Algemene opmerkingen

Een lid brengt onder de aandacht dat de voorgestelde nieuwe regeling de controle van het Rekenhof op de overzeese uitgaven in het kader van de ontwikkelingssamenwerking zal versterken. Ofschoon deze controle vanzelfsprekend wenselijk is, rijst de vraag of die aanscherping geen vertragingen zal veroorzaken. Is het derhalve niet aangewezen om tegelijk met de invoering van de voorgestelde wijziging ook de interne procedures te versnellen ?

Dezelfde spreker vraagt zich af of de nieuwe regeling wel voldoende soepel zal werken, wanneer in aanmerking wordt genomen dat het aantal na te leven criteria is uitgebreid.

Een ander lid herinnert eraan dat in het verleden al veel vragen zijn gerezen bij de tenuitvoerlegging van de wet van 10 augustus 1981.

Het is dan ook verheugend dat in aansluiting op de inwerkingtreding van de gecoördineerde wetten van 17 juli 1991 op de Rijkscomptabiliteit naar een nieuwe formule is gezocht. Spreker betreurt evenwel dat naar aanleiding van de vervanging van de vroegere regeling geen inventaris is opgemaakt.

De staatssecretaris geeft te kennen dat de door de wet van 10 augustus 1981 mogelijk gemaakte begrotingsmethodiek wellicht te soepel was.

In de regeling die tot nu toe bestond, ging de voorkeur bijvoorbeeld naar het opstapelen van ongebruikte kredieten.

La méthode à laquelle il sera recouru dorénavant rendra la gestion des moyens disponibles plus saine et plus transparente et responsabilisera dès lors les parties concernées. Le contrôle par le Parlement de la politique menée s'en trouvera facilité.

En ce qui concerne les souhaits émis par le premier intervenant, le Secrétaire d'Etat déclare que la mise en ordre sur le plan de la programmation ne pose guère de problèmes pour la coopération multilatérale ou les ONG. Ce n'est que pour le secteur bilatéral que la situation reste complexe, puisqu'il était visé jusqu'à présent par le FCD et le sera dorénavant par le programme unique « Coopération bilatérale — Fonds de la Coopération au Développement ».

Il appartient à l'AGCD d'exécuter le plus vite possible les programmations prévues pour ce secteur. C'est là sa responsabilité et, sur le plan politique, celle du Secrétaire d'Etat. Sur ce point, le nouveau système utilisé n'apporte aucune modification.

Les négociations avec la Cour des comptes n'ont pas été faciles. Le Secrétaire d'Etat se réjouit que le principe des avances de fonds aux comptables outremer sans visa préalable de la Cour ait pu être retenu. Vu la souplesse indispensable dans le domaine de la coopération bilatérale, il aurait été impossible d'appliquer le système du visa préalable. Au moment de la demande des avances, il est en effet impossible de déterminer à charge de quelles allocations de base les dépenses devront être imputées.

Remarques techniques

Le Secrétaire d'Etat renvoie au tableau budgétaire « transitoire » qui figure en annexe : les modifications touchant le budget pour 1994 par rapport au budget de 1993 y apparaissent clairement. Les allocations de base se rapportent chacune à une activité spécifique de coopération dans le budget pour 1994. Il est donc possible de voir immédiatement quelles activités sont financées via quelles allocations de base, ce qui ne peut que faciliter le contrôle.

Le Secrétaire d'Etat signale qu'il est tenu compte, dorénavant, de la classification économique prescrite par l'Union européenne. Dès l'inscription budgétaire, on saura donc ce qui, sur le plan international, sera comptabilisé au titre d'APD (aide publique au développement).

Le Secrétaire d'Etat fait en outre observer que le total des moyens inscrits pour le programme 1, « Coopération bilatérale directe », soit 11,693 milliards de francs, est assez proche des montants disponibles dans le cadre du Fonds de la Coopération au Développement en 1993. Ce maintien de la masse budgétaire doit permettre d'assurer la continuité de la politique menée.

De methode die we voortaan zouden toepassen, zorgt ervoor dat de beschikbare middelen beter en met meer openheid worden beheerd, wat de betrokken partijen tot meer verantwoordelijkheidszin zal dwingen. Ze vergemakkelijkt bovendien de parlementaire controle op het gevoerde beleid.

In verband met de wensen van eerste spreker verklaart de staatssecretaris dat in de programmeering orde op zaken kan worden gesteld zonder dat zulks problemen oplevert voor de multilaterale samenwerking of de NGO's. Alleen voor de bilaterale samenwerking blijft de situatie complex aangezien die tot nu toe onder het FOS viel en voortaan in één programma wordt samengebracht, namelijk : « Bilaterale Samenwerking — Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking ».

Het is de taak van het ABOS om zo snel mogelijk de programmering van die sector uit te voeren. Hier ligt haar verantwoordelijkheid en politiek gezien die van de staatssecretaris. De nieuwe regeling verandert hier trouwens niets aan.

De onderhandelingen met het Rekenhof waren niet bepaald gemakkelijk. De staatssecretaris verheugt er zich over dat in beginsel nog steeds voorzichten aan de rekenplichtigen overzee kunnen worden toegestaan, zonder voorafgaand visum van het Rekenhof. Bilaterale samenwerking kan niet zonder enige soepelheid, met als gevolg dat een regeling waarvoor een voorafgaand visum wel vereist is, hier niet kan. Op het ogenblik dat om een voorschot wordt verzocht, kan immers onmogelijk worden nagegaan in welke basisallocaties die uitgaven zullen moeten worden verrekend.

Opmerkingen van technische aard

De staatssecretaris verwijst naar de bijgevoegde begrotingstabellen met « overgangscijfers ». De wijzigingen voor de begroting 1994 ten opzichte van de begroting 1993 zijn duidelijk : in de begroting 1994 hebben de basisallocaties telkens betrekking op een welbepaalde vorm van ontwikkelingssamenwerking. Uit de cijfers blijkt dus onmiddellijk welke basisallocaties de verschillende samenwerkingsvormen financieren, wat de controle alleen maar ten goede kan komen.

De staatssecretaris wijst erop dat voortaan rekening wordt gehouden met de door de Europese Unie voorgeschreven economische classificatie. Zodra de bedragen in de begroting zijn opgenomen, zullen we dus weten wat op internationaal niveau als ODA (Openbare Ontwikkelingshulp) zal worden geboekt.

De staatssecretaris wijst er voorts op dat de som van alle middelen die in programma 1 « Directe Bilaterale Samenwerking » zijn opgenomen (11,693 miljard frank) nagenoeg overeenstemt met de bedragen die binnen het raam van het Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking in de begroting van 1993 werden toegekend. Het behoud van de begrotingsmassa moet de continuïteit in het gevoerde beleid waarborgen.

Les recettes propres

Un membre s'interroge sur la technique suivie pour l'inscription dans le budget de la Coopération au Développement des recettes propres (c'est-à-dire, principalement, la participation aux bénéfices nets de la Loterie nationale) : pourquoi n'avoir pas plutôt choisi la méthode des crédits variables, qui permet d'inscrire des recettes dans des sections particulières du budget, indépendamment du système des fonds ? L'intervenant regrette que la méthode à laquelle on veut recourir entraîne la disparition de la spécialisation de la recette. Ne risque-t-on pas de la sorte qu'à terme la justification même de l'affectation à la Coopération au développement d'une partie des bénéfices de la Loterie nationale se trouve remise en cause ? Ne conviendrait-il pas, dès lors, d'envisager une modification de la voie suivie ?

Le Secrétaire d'Etat fait observer que la situation de la Loterie nationale est toujours susceptible d'être modifiée.

Il aurait pour sa part préféré que la contribution de la Loterie nationale soit fixée sur la base d'un montant fixe, correspondant à ce qui avait été prévu pour 1993.

Envisagée un instant, la formule des crédits variables n'a finalement pas été retenue car la contribution de la Loterie nationale n'aurait pas permis de réaliser plus que le quart du programme 1 (coopération bilatérale directe). Or il n'est pas pensable que, pour une même allocation de base, coexistent des crédits relevant des deux formules. Un problème supplémentaire se serait posé sur le plan de la technique budgétaire, car aucun glissement n'est possible entre les crédits variables d'une part et les traditionnels crédits dissociés et non dissociés d'autre part.

Dans l'hypothèse où les recettes propres du fonds, telles qu'apportées par la Loterie nationale, auraient été inscrites comme des crédits variables, on avait un moment envisagé de compléter la contribution de la Loterie nationale par d'autres crédits variables, par exemple par le produit d'un impôt affecté. Une telle formule aurait cependant bafoué le principe de l'unité du budget, sans même que l'on puisse invoquer un lien entre, par exemple, les boissons alcoolisées, et la coopération au développement.

C'est donc pour une méthode respectant rigoureusement les principes de l'orthodoxie budgétaire que l'on a finalement opté.

Un membre demande si, ainsi que semble l'impliquer le texte français de l'exposé des motifs (Doc. n° 1211/1, p. 11), il existe d'autres recettes propres que la participation aux bénéfices nets de la Loterie nationale.

Le Secrétaire d'Etat répond que deux autres sources de recettes existent, mais que les montants en

Eigen ontvangsten

Een lid heeft vragen bij de techniek die werd aangewend bij de opneming van de eigen ontvangsten (met name hoofdzakelijk het aandeel in de netto winst van de nationale loterij) in de begroting van Ontwikkelingssamenwerking : waarom werd niet gekozen voor de methode van de variabele kredieten, waardoor ontvangsten kunnen worden ondergebracht in welbepaalde afdelingen van de begroting, los van het stelsel van de fondsen ? Spreker betreurt dat de methode die men wil toepassen ertoe leidt dat de specialisering van de ontvangsten verloren gaat. Loopt men zo niet het risico dat juist de verantwoording van de aanwending van een deel van de winst van de nationale loterij voor ontwikkelingssamenwerking op termijn in het gedrang komt ? Moet niet worden overwogen om de gevulde methode te wijzigen ?

De staatssecretaris merkt op dat de situatie van de nationale loterij altijd kan worden gewijzigd.

Hij verkiest dat de bijdrage van de nationale loterij een vast bedrag zou zijn, zoals voor 1993 was afgesproken.

Bij nader inzien werd niet gekozen voor de formule van de variabele kredieten, aangezien met de bijdrage van de nationale loterij slechts een vierde van programma 1 (directe bilaterale hulp) had kunnen worden verwezenlijkt. Het is evenwel ondenkbaar dat er voor eenzelfde basisallocatie verschillende kredieten zouden bestaan waarop twee verschillende formules van toepassing zouden zijn. Op het vlak van de begrotingstechniek zou er een bijkomend probleem zijn gerezen, aangezien een verschuiving tussen variabele kredieten enerzijds en traditionele gesplitste en niet-gesplitste kredieten anderzijds niet mogelijk is.

Gesteld dat de eigen ontvangsten van het fonds, zoals de bijdrage van de nationale loterij, als variabele kredieten zouden worden geboekt, dan had men kunnen overwegen om de bijdrage van de nationale loterij aan te vullen met andere variabele kredieten, zoals bijvoorbeeld de opbrengst van een daarvoor bestemde belasting. Een dergelijke formule zou evenwel inhouden dat het principe van de ondeelbaarheid van de begroting wordt geschonden, zonder dat de band tussen bijvoorbeeld alcoholhoudende dranken en ontwikkelingssamenwerking kan worden aangevoerd.

Uiteindelijk werd dus gekozen voor een methode die de strenge begrotingsprincipes strikt in acht neemt.

Een lid vraagt of wat uit de Franse tekst van de memorie van toelichting blijkt (Stuk n° 1211/1, blz. 11), namelijk dat er nog andere eigen ontvangsten bestaan dan het aandeel in de netto winst van de nationale loterij, ook klopt.

De staatssecretaris antwoordt dat er twee andere bronnen van inkomsten zijn, maar dat het daarbij om

cause sont faibles. Il s'agit d'une part de paiements effectués par les pays en voie de développement eux-mêmes et d'autre part du dividende perçu par l'AGCD pour sa participation dans Bell Alcatel à Shanghai.

Observations du Conseil d'Etat

Un membre remarque qu'il n'a pas été tenu compte de l'observation du Conseil d'Etat, lequel recommande que « ... la dénomination du programme budgétaire envisagé ne recoure pas à la notion de fonds ... », étant donné que « la notion de fonds a une signification spécifique en vertu de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991 » (Doc. n° 1211/1, p. 36).

Le même intervenant relève que le Conseil d'Etat a soulevé un autre problème à propos de l'article 52 : « ... la question se pose si la disposition du paragraphe 2 est compatible avec la réglementation communautaire en matière de marchés publics ... » (ibid. p. 38). Le système de dérogations proposé ne risque-t-il pas de donner lieu à des plaintes sur le plan européen ?

Le Secrétaire d'Etat fait observer que, lors de son examen de l'avant-projet devenu la loi du 10 août 1981, le Conseil d'Etat avait déjà formulé une observation similaire au sujet des marchés publics.

Il convient de souligner que l'intention du législateur de 1981 était bel et bien de permettre de déroger, pour des dossiers spécifiques, à la législation relative aux marchés publics et qu'il est proposé de maintenir cette possibilité de dérogation en faveur d'organismes spécialisés.

III. — DISCUSSION DES ARTICLES ET VOTES

Les articles 48 à 54 n'appellent pas d'observation. Ils sont successivement adoptés à l'unanimité.

Art. 55

Un membre demande à combien s'élève l'encours des engagements existant au 31 décembre 1993. L'intervenant souhaite aussi des précisions sur le montant de quelque 3 milliards de francs qui aurait été rétrocédé au Trésor en 1993.

Le Secrétaire d'Etat indique qu'il a demandé au gouvernement de pouvoir être assuré de disposer des crédits qui ont été inscrits à son budget. Sur ce plan, le système ancien du Fonds de la Coopération au développement n'offrait en fait que des garanties illusoires, car on a parfois cédé à la tentation de reprendre les crédits qui s'accumulaient sur ce fonds.

kleine bedragen gaat. Het zijn enerzijds betalingen van de ontwikkelingslanden zelf en anderzijds een dividend dat aan het ABOS wordt uitgekeerd voor zijn aandeel in Bell Alcatel te Shanghai.

Opmerkingen van de Raad van State

Een lid merkt op dat geen rekening is gehouden met de opmerking van de Raad van State, die aanbeveelt « dat voor de benaming van het bedoelde begrotingsprogramma geen gebruik wordt gemaakt van het begrip fonds », aangezien « ... het begrip fonds (...) een specifieke betekenis heeft krachtens artikel 45 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, ge-coördineerd op 17 juli 1991 » (Stuk n° 1211/1, blz. 36).

Dezelfde spreker signaleert voorts dat de Raad van State op nog een ander probleem met betrekking tot artikel 52 wijst : « Bovendien rijst de vraag of de ontworpen bepaling van paragraaf 2 verenigbaar is met de communautaire regeling inzake overheidsopdrachten » (ibid., blz. 38). Bestaat er geen gevaar voor klachten op het Europese niveau tegen de voorgestelde afwijkingsregeling ?

Volgens *de staatssecretaris* heeft de Raad van State bij het onderzoek van het voorontwerp van wet dat de wet van 10 augustus 1981 is geworden, al een dergelijke opmerking met betrekking tot de overheidsopdrachten geformuleerd.

Er moet worden onderstreept dat de wetgever in 1981 wel degelijk de bedoeling had voor specifieke dossiers afwijkingen op de wetgeving betreffende de overheidsopdrachten toe te staan en dat wordt voorgesteld om voor gespecialiseerde instellingen die mogelijkheid tot afwijking te behouden.

III. — ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING EN STEMMINGEN

Over de artikelen 48 tot 54 worden geen opmerkingen gemaakt. Ze worden achtereenvolgens eenpaarig aangenomen.

Art. 55

Een lid wenst het bedrag te kennen van de op 31 december 1993 nog uitstaande vastleggingen. Spreker wil tevens verduidelijking bij het bedrag van zowat 3 miljard frank dat in 1993 aan de Schatkist zou zijn teruggestort.

De staatssecretaris deelt mee dat hij de regering heeft verzocht wel degelijk te mogen beschikken over de kredieten die op zijn begroting zijn opgevoerd. In feite bood de vroegere regeling van het Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking in dat verband geen waterdichte waarborg omdat soms werd toegegeven aan de neiging om de in dat fonds vergaarde kredieten terug te nemen.

Le membre fait observer que la possibilité donnée à l'article 55 d'apurer l'encours des engagements existants signifiera la perte d'un certain nombre de moyens. D'autre part, n'aurait-il pas été possible de nettoyer les crédits constituant l'encours des projets qui, en toute hypothèse, ne se réaliseront pas ?

Le Secrétaire d'Etat déclare que l'on ne sait pas, à l'heure actuelle, à combien s'élèvera l'encours au 31 décembre 1993.

Les articles 55 à 59 sont successivement adoptés à l'unanimité.

*
* * *

L'ensemble du chapitre III est adopté à l'unanimité.

Le Rapporteur,

D. GRIMBERGHS

Le Président,

M. EYSKENS

Het lid wijst erop dat de in artikel 55 geboden mogelijkheid om de nog uitstaande vastleggingen aan te zuiveren het verlies van een aantal middelen inhoudt. Was het voorts niet mogelijk de nog uitstaande kredieten voor projecten die vast nooit uitvoering zullen krijgen, op te nemen ?

De staatssecretaris verklaart dat men thans in het ongewisse blijft over hoeveel de nog uitstaande vastleggingen op 31 december 1993 zullen bedragen.

De artikelen 55 tot 59 worden achtereenvolgens eenparig aangenomen.

*
* * *

Het gehele hoofdstuk III wordt eenparig aangenomen.

De rapporteur,

D. GRIMBERGHS

De voorzitter,

M. EYSKENS

ANNEXE

BIJLAGE

[7]

OA DO	PA PA	BA AB	KB AB	BA In 1993 AB en 1993	EC. CL.	BENAMING	93	93	94	94	94-93	94-93	DENOMINATION	
							VLG-KR CE-ENG	ORD-KR. CR-ORD	VLG-KR CE-ENG	ORD-KR. CR-ORD	SC	VLG-KR CE-ENG	ORD-KR. CR-ORD	
11						KABINET VAN DE STAATSSCRETARIS VOOR ONTWIKKELINGSSAMENWERKING								11 CABINET DU SECRETAIRE D'ETAT A LA COOPERATION AU DEV.
						O WERKING VAN HET KABINET								0 FONCTIONNEMENT DU CABINET
11	01	1101	ngk	01	1101	11.1 Wedde en representatiekosten van de Staatssecretaris	1.0	1.0	2.0	2.0 cnd	0.1			01 Rémunérations
11	01	1102	ngk	01	1102	111 Bezoldigingen en vergoedingen van de kabinettsleden	45,6	45,6	38,8	38,8 cnd	-6,8			0,1 Traitement et frais de représentation du Secrétaire d'Etat -6,8 Rémunérations et indemnités des membres du cabinet
11	02	Werkingskosten												02 Frais de fonctionnement
	02	1219	ngk	02	1219	121 Werkingskosten van het kabinet	19,3	19,3	19,4	19,4 cnd	0,1			0,1 Frais de fonctionnement du cabinet
Progr.O			ngk				66,8	66,8	60,2	60,2 cnd	-6,6			-6,6 Total programme 02: Frais de fonctionnement
A 11: KAB			ngk				66,8	66,8	60,2	60,2 cnd	-6,6			-6,6 TOTAL DO 11: CABINET
54 ALGEMEEN BESTUUR VAN DE ONTWIKKELINGSSAMENWERKING														54 ADMINISTRATION GENERALE DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT
54	0	BESTAANSMIDDELEN												54 PROGRAMME DE SUBSISTANCE
54	01	Personnesaligavaten												01 Dépenses de personne
54	01	0301	ngk	01	0301	Betaling van de bedragen verschuldigd aan de controleur van de Staat bij en voor rekening van de instellingen van	0,2	0,2	0,2	0,2 cnd				Paiements des montants dus aux organes de contrôle de l'Etat auprès et pour le compte des organismes d'intérêt public
54	01	1103	ngk	01	1103	111 Bezoldigingen en allerlei toelagen: - vast en stagedoend statutar personeel	296,1	296,1	299,6	299,6 cnd	3,5			Rémunérations et allocations généralement quelconques 3,5* personnel statutaire définitif et stagiaire
54	01	1104	ngk	01	1104	111 Bezoldigingen en allerlei toelagen: - ander dan statutair personeel	32,5	32,5	76,0	76,0 cnd	43,5			Rémunérations et allocations généralement quelconques. 43,5* personnel autre que statutaire
54	01	3410	ngk	01	3407	343 Uitgaven van allerlei aard m.b.t. het personeel van de OS en de zendingsgelastigden	365,0	365,0	417,5	417,5 cnd	52,5			52,5 Dépenses de toute nature relatives au personnel des Sections belges de coopération et des chargés de mission
54	01	3411	ngk	01	3412	343 Bezoldigingen en allerlei toelagen van het personeel belast begleidung van bursalen (cf art. 2-15-5 van de Algemene Uitgavenbegroting)	44,6	44,6			-44,6			Rémunérations et allocations généralement quelconques du personnel chargé de l'encadrement des boursiers -44,6 (cf art 2-15-5 du Budget général des dépenses)
54	02	Werkingskosten												02 Frais de fonctionnement
54	02	1201	ngk	02	1201	121 Bestendige uitgaven voor de aankoop van niet-duurzame en van diensten (cf art.1-01-6 van de Algemene Uitgav	129,0	129,0	134,1	134,1 cnd	5,1			Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services (cf art. 1-06-6 du Budget général des dépenses)
54	02	3420	ngk	02	3407	343 Uitgaven van allerlei aard m.b.t. het personeel van de OS en de zendingsgelastigden (reiskosten)	20,0	20,0	20,0	20,0 cnd				Dépenses de toute nature relatives au personnel des Sections de Coopération et des chargés de mission (frais de voyage)
54	02	3421	ngk	02	3416	343 Logistieke steun ten voordele van het personeel van de O (onderhoudskosten der huisevestingen en materieel) (cf art. 2-15-5 van de Algemene Uitgavenbegroting)	13,8	13,8	13,8	13,8 cnd				Appui logistique en faveur du personnel des Sections de Coopération (frais d'entretien des logements et matériel) (cf art 2-15-5 du Budget général des dépenses)
54	02	1206	ngk	02	1206	122 Huur van onroerende goederen								Loyer de biens immobiliers

OA DO	PA DO	BA AB	KS AB en 1993	BA in 1993 CL.	EC.	BENAMING	93	93	94	94	94-93	94-93	DENOMINATION	
							VLG-KR. CE-ENG	ORD-KR. CR-ORD	VLG-KR. CE-ENG	ORD-KR. CR-ORD	SC VLG-KR. CE-ENG	ORD-KR. CR-ORD		
54	02	1207	ngk	02	1207	121	Utgaven voor uitzonderlijke aankopen van niet-duurzame en van diensten		1.7	1.7	1.7	1.7	cnd	Dépenses pour achats exceptionnels de biens non durables et de services
54	02	3422	ngk	09	3421	343	Werkingskosten van de Belgische Secties voor Ontwikkelingssamenwerking	68.0	68.0	72.0	72.0	4.0	4.0	Frais de fonctionnement des Sections belges de Coopération au Développement
54	02	1222	ngk	09	1222	123	Raad van Advies voor Ontwikkelingssamenwerking: Toeslag aan de Voorzitter - Presentiegelden der leden. - Vertaling voor verslagen en nota's - Werkingskosten (pro memoria)					cnd		Conseil consultatif de la Coopération au Développement: Allocations du président - Jetons de présence des membres - Frais de traduction des rapport et notes - Frais de fonctionnement
54	02	1226	ngk	09	1226	121	Kosten veroorzaakt door recepties in België en in het buitenland	0.8	0.8	0.8	0.8	cnd		Frais occasionnés par des réceptions en Belgique et à l'étranger
54	02	7401	ngk	02	7401	742	Utgaven voor de aankoop van duurzame roerende goederen	25.1	25.1	22.2	22.2	-2.9	-2.9	Dépenses pour acquisition de biens meubles durables
54	09 Diversen												09 Divers	
54	09	3305	ngk	09	3305	3361	Verliezen voortspruitend uit tekorten, ingevolge overmacht rekenplichtigen van de Staat in het buitenland	0.5	0.5	0.5	0.5	cnd		Pertes résultant de déficits, due à des cas de force majeure de comptables de l'Etat à l'étranger
54	09	3309	ngk	09	3309	3361	Allerhande schadevergoedingen aan derden voorvielend opnemen door de Staat van zijn verantwoordelijkheid ten van door zijn organen en door zijn bedienenden gepleegde (cf art. 2-15-5 van de Algemene Uitgavenbegroting)	0.5	0.5	1.0	1.0	0.5	0.5	Indemnités diverses à des tiers devant découler de l'engagement de la responsabilité de l'Etat à l'égard d'actes commis par ses organes et ses préposés.
54	09	1228	ngk	99	1228	123	Utgaven van allerlei aard betreffende de informatie	57.6	57.6	58.5	58.5	0.9	0.9	Dépenses de toute nature relatives à l'information
Progr.O			ngk					1.055,4	1.055,4	1.117,9	1.117,9	cnd	62,5	62,5 Tot. Progr.O
54	1	BILATERALE SAMENWERKING (FOS)											1 COOPERATION BILATERALE DIRECTE	
54	11	Samenwerkingspersoneel											11 Personnel de la coopération	
54	11	3410	ngk	F	2010	343	Utgaven van allerlei aard verbonden aan het ter beschikking stellen van bilaterale coöperanten (lonen, vergoedingen, documentatie, huisvestingskosten e.a.)	1.041,5	1.041,5	1.230,0	1.230,0	188,5	188,5	Dépenses de toute nature liées à la mise à la disposition de coöperants bilatéraux
54	12			F	2020									
54	12			F	2040									
54	12			07	3407									
54	12			07	3416									
54	12 Stagebeurzen												12 Bourses de stage	
54	12	3420	ngk	F	1020	343	Utgaven van allerlei aard verbonden aan het programma van stagebeurzen in België ten gunste van onderdanen van ontwikkelingslanden	122,0	122,0	224,0	224,0	102,0	102,0	Dépenses de toute nature liées au programme de bourses de stage en Belgique en faveur de ressortissants de pays en voie de développement
54	13 Schuldverluchtingen van de ontwikkelingslanden												13 Allègement de la dette de pays en voie de développement	
54	13	5330	gkr	F	60	533	Verlichting van de schulden van de ontwikkelingslanden (via de Nationale Delcredereidienst)	550,0	550,0	550,0	550,0	crd		Allègement de la dette des pays en voie de développement (via l'Office National du Ducreire)
54	14 Projecten, interventies en financiële samenwerking												14 Projets, interventions et aide financière	
54	14	5340	gkr	F	5010	533	Projecten en interventies inzake Ontwikkelingssamenwerk	1.931,7	1.976,0	2.931,8	2.388,5	gkr	1.000,1	412,5 Projets et interventions en matière de la Coopération au Développement

OA DO	PA PA	BA AB	KS AB in 1993	EC. CL.	BENAMING	93	93	94	94	94-93	94-93	DENOMINATION	
						VLG-KR	ORD-KR.	VLG-KR	ORD-KR.	SC	VLG-KR		
						CE-ENG	CR-ORD	CE-ENG	CR-ORD	CE-ENG	CR-ORD		
54	14	5341	gkr	F	60	533 Financiële samenwerking	1 630,0	2 580,0	2 115,2	2.673,9	gkr	485,2	93.9 Coopération financière en faveur de la Coopération
	15 Lokale beurzen											15 Bourses locales	
54	15	3450	ngk	F	1030	343 Lokale studie- en stagebeurzen	47,5	47,5	51,0	51,0	cnd	3,5	3.5 Bourses locales d'étude et de stage
	16 Samenwerking met "Non-Profit"-Organisaties											16 Coopération avec les organisations "Non profit".	
54	16	3460	ngk	F	2050	343 Uitgaven van allerlei aard aan de erkende bilaterale NGO-coöperanten, aan hun uitzendorganisaties en aan hun federaties en andere kosten voorzien in het KB van 12 maart 1991					cnd		Dépenses de toute nature aux coöperants NGO bilatéraux agréés à leurs organisations d'envoi et à leurs fédérations ainsi que les autres frais prévus par l'AR du 12 mars 1991
54	16	3461	ngk	95	5322	343 Uitgaven van allerlei aard aan de erkende niet-gouvernementale organisaties en aan hun federaties voor educatieve activiteiten inzake ontwikkelings samenwerking voorzien in het KB van 12 maart 1991	844,0	844,0	909,0	909,0		65,0	65,0 Dépenses de toute nature aux organisations non-gouvernementales agréées et à leurs fédérations pour les activités d'éducation en matière de coopération au développement et autres frais prévus par l'AR du 12 mars 1991
54	16	3462	ngk	F	8030	343 Toelagen aan niet-gouvernementale organisaties die acties voeren ten gunste van ontwikkelingslanden	58,0	60,5	41,0	41,0	cnd	-17,0	-19,5 Subsides aux organisations non-gouvernementales qui mènent des actions en faveur des pays en voie de développement
54	16	3463	ngk	F	1040	343 Uitgaven van allerlei aard aan de erkende NGO's ten gunste van onderdanen uit ontwikkelingslanden met een studie- of stagebeurs (KB van 14/9/1983)	17,0	17,0	11,0	11,0	cnd	-6,0	-6,0 Dépenses de toute nature aux ONG agréées en faveur de ressortissants de pays en voie de développement au moyen de bourses d'études et de stages (AR du 14/9/83)
54	16	3464	ngk	F	1020	123 Groepstages georganiseerd op initiatief van privaatrechtelijke organisaties	220,0	220,0	220,0	220,0	cnd		Stages groupés à l'initiative d'organisations de droit privé
54	16	3465	gkr	F	8010	343 Toelagen aan de Vlaamse Vereniging voor onderwijs in het buitenland (VVOB)	550,0	265,0		285,0	crd	-550,0	20,0 Subsides au Vlaamse Vereniging voor onderwijs in het buitenland (VVOB)
54	16	3466	gkr	F	8010	343 Toelagen aan de Association pour la promotion de l'enseignement francophone à l'étranger (APEFE)					crd		Subsides à l'Association pour la promotion de l'enseignement francophone à l'étranger (APEFE)
54	16	5360	gkr	F	8020	533 Uitgaven van allerlei aard aangaande de projecten overzee van de erkende niet-gouvernementale organisaties, toelagen aan hun federaties en andere uitgaan voorzien in het KB van 12 maart 1991.	550,0	265,0		285,0	crd	-550,0	20,0 Dépenses de toute nature concernant les projets outremer des organisations non gouvernementales agréées, subSIDes à leurs fédérations et autres dépenses prévues par l'AR du 12 mars 1991
54	16	3467	ngk	F	5010	343 Kleinschalige interventies zoals MIP (Micro-interventie Project) en activiteiten ten voordele van de vrouw	45,0	45,0	45,0	45,0	cnd		Interventions de petite taille telles les PMI (Programme de Micro-interventions) et activités en faveur de la femme
	17 Samenwerking met de economische sector											17 Coopération avec le secteur économique	
54	17	3470	gkr	F	5010	343 Tussenkomsten in bedrijfsgerichte opleidingscontracten te van ontwikkelingslanden	75,0	75,0	75,0	75,0	crd		Interventions dans des contrats de formation d'entreprise en faveur des pays en voie de développement
	18 Humanitaire hulp											18 Aide humanitaire	
54	18	3480	gkr	F	70	343 Urgentiehulp	300,0	300,0	325,0	325,0	crd	25,0	25,0 Aide d'urgence
18		3481	gkr	72	5305	343 Voedselhulp	490,0	490,0	503,2	503,2	crd	13,2	13,2 Aide alimentaire

OA DO	PA PA	BA AB	KS BA in 1993 AB en 1993	EC. CL.	BENAMING	93	93	94	94	94-93	94-93	DENOMINATION	
						VLG-KR CE-ENG	ORD-KR. CR-ENG	VLG-KR CE-ENG	ORD-KR. CR-ORD	SC	VLG-KR CE-ENG	ORD-KR. CR-ORD	
54	19	Belgische scholen											
54	19	4490	ngk	66	4401	441	Bezoldiging van het personeel van het onderwijs volgens Belgisch stelsel in Zaïre, Rwanda en Burundi - Weddotoeslagen aan de organiserende verenigingen			cnd			19 Ecoles belges
								161,5	161,5	137,5	137,5	-24,0	Rémunérations du personnel de l'enseignement de régime belge au Zaïre, Rwanda et Burundi - Subventions traitement aux organisations organisatrices
54	19	4491	ngk	66	4402	443	Andere uitgaven met betrekking tot het onderwijs volgens Belgisch stelsel in Zaïre, Rwanda en Burundi (reiskosten, schoolinspecties, werkingstoeslagen enz.)	27,8	27,8	28,1	28,1	0,3	Autres dépenses relatives à l'enseignement de régime belge au Zaïre, Rwanda et Burundi (frais de voyage, inspections scolaires, subventions de fonctionnement, etc.)
Progr.1			ngk					2.674,3	2.676,8	3.008,6	3.006,6	cnd	329,8
			gkr					8.208,7	8.230,5	8.705,2	8.686,6	crd	456,1
54	2	WETENSCHAPSBELEID - INTERNATIONAAL VLAK						10.883,0	10.907,3	11.711,8	11.693,2	cnd	785,9
54	21	Internationale instellingen in het binnenland											2 POLITIQUE SCIENTIFIQUE - CADRE INTERNATIONAL
54	21	3410	ngk	20	5308	341	Gedelijke bijdragen aan de bijzondere programma's van internationale instellingen			3,0	3,0	cnd	3,0
54	22	Internationale instellingen in het buitenland											21 Institutions internationales établies dans le pays
54	22	3420	ngk	20	5308	342	Gedelijke bijdragen aan de bijzondere programma's van internationale instellingen	87,5	87,5	77,3	77,3	cnd	3,0
54	22	3421	ngk	20	5318	343	Deelneming aan onderzoeksprogramma's inzake landbouw op touw gezet door internationale en regionale organisaties ten voordele van ontwikkelingslanden	165,5	165,5	170,8	170,8	cnd	-10,2
54	23	Onderzoek en wetenschappelijke publicaties											22 Institutions internationales à l'étranger
54	23	3330	ngk	25	3311		Toelagen bestemd voor het financieren van onderzoek en van wetenschappelijke publicaties in verband met de ontwikkelingsproblematiek	38,3	38,3	38,6	38,6	cnd	5,3
54	24	Vlaamse Universitaire Samenwerking											23 Recherche et publications scientifiques
54	24	3340	ngk	25	3304	3362	Toelage aan de VLIR	2,7	2,7	2,8	2,8	crd	0,1
54	24	5340	gkr	27	5327	3362	Initiatieven van de Vlaamse universitaire instellingen voor financiering van projecten inzake samenwerking	294,6	294,6	199,4	304,0	cnd	-95,2
54	25	Franstalige Universitaire Samenwerking											24 Coopération universitaire flamande
25	3350	ngk	25	3304	3362	Toelage aan CIUF	2,7	2,7	2,8	2,8	cnd	0,1	
54	25	5350	gkr	28	5327	533	Initiatieven van de Franstalige universitaire instellingen voor de financiering van projecten inzake samenwerking	78,5	50,0	78,5	60,0	crd	-1,4
Progr.2:			ngk					298,7	298,7	285,3	295,3	cnd	-1,4
			gkr					373,1	344,6	277,9	364,0	crd	-95,2
54	3	SAMENWERKING VIA INTERNATIONALE INSTELLINGEN											5 COOPERATION VIA DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES
54	31	Internationale instellingen in het binnenland											31 Institutions internationales établies dans le pays
54	31	5310	ngk	90	5304	531	Aandeel van België in de fondsen van de Europese					cnd	Participation de la Belgique aux fonds de la Communauté économique

OA DO	PA PA	BA AB	KS AB	BA in 1993 AB en 1993	EC. CL.	BENAMING	93	93	94	94	94-93	94-93	DENOMINATION		
							VLG-KR CE-ENG	ORD-KR. CR-ORD	VLG-KR CE-ENG	ORD-KR. CR-ORD	SC	VLG-KR CE-ENG	ORD-KR. CR-ORD		
						Gemeenschap voor hulp aan de ontwikkelingslanden	2 975,6	2 975,6	2 900,0	2 900,0		-75,6	-75,6	européenne d'aide aux pays en voie de développement	
54	31	5311	ngk	40	5309	531 Geldelijke bijdragen aan internationale instellingen van pluisectoriële aard		10,0	10,0	5,0	5,0	cnd	-5,0	-5,0	Contributions financières aux institutions internationales à caractère pluisectoriel
54	31	3410	ngk	60	3412	343 Uitgaven van allerlei aard m.b.t multilaterale stagebeurzen	53,3	53,3	32,0	32,0	cnd	-21,3	-21,3	Dépenses de toute nature en rapport avec des bourses de stage multilatérales	
						32 Internationale instellingen in het buitenland								32 Institutions internationales à l'étranger	
54	32	5320	gkr	bijlage (1)	532	Geldelijke bijdragen aan internationale instellingen van pluisectoriële aard	441,6	355,0	455,0	235,0	crd	13,4	-120,0	Contributions financières aux institutions internationales à caractère pluisectoriel	
54	32	3420	ngk	bijlage (2)	342	Geldelijke bijdragen aan internationale instellingen van pluisectoriële aard	1 322,0	1 322,0	1 317,5	1 317,5	cnd	-4,5	-4,5	Contributions financières aux institutions internationales à caractère pluisectoriel	
54	32	5321	ngk	bijlage (3)	532	Geldelijke bijdragen aan internationale Fondsen	177,6	177,6	115,0	115,0	cnd	-62,6	-62,6	Contributions financières à des fonds internationaux	
54	32	5322	ngk	50	5315	532 Geldelijke bijdragen aan Ontwikkelingsbanken	100,0	100,0	50,0	50,0	cnd	-50,0	-50,0	Contributions financières aux banques de développement	
Tot. progr. 3:			ngk				4.638,5	4.638,5	4.419,5	4.419,5	cnd	-219,0	-219,0	Tot. progr. 3:	
			gkr				441,6	355,0	455,0	235,0	crd	13,4	-120,0		
54	4	WETENSCHAPSBELEID - ONDERWIJS - VORMING - EDUCATIEVE ACTIVITEITEN												4 POLITIQUE SCIENTIFIQUE: ENSEIGNEMENT-FORMATION-ACTIVITES EDUCATIVES	
54	4.1	Samenwerkingspersonnel												41 Personnel de la coopération	
54	41	3410	ngk	F	2030	343 Uitgaven van allerlei aard verbonden aan het beschikking stellen van bilaterale coöperanten in het raam van de universitaire samenwerking								Dépenses de toute nature liées à la mise à disposition de coöperants bilatéraux dans le cadre de la coopération universitaire	
54	4.2	Studebeurzen												42 Bourses d'études	
54	42	3420	ngk	F	1010	343 Uitgaven van allerlei aard verbonden aan het programma van studiebeurzen in België ten gunste van onderdanen ontwikkelingslanden								Dépenses de toute nature liées au programme de bourses d'études en Belgique en faveur de ressortissants de pays en voie de développement	
														43 Initiatieven van derden	
43	3430	gkr	45	5325	343	Initiatieven van Belgische wetenschappelijke instellingen voor projecten en onderzoeksprogramma's inzake ontwikkelingssamenwerking								Initiatives d'institutions belges scientifiques pour des projets et des programmes de recherche dans le domaine de la coopération	
														28.0 au développement	
54	4.4	Vlaams Universitaire Samenwerking												44 Coopération universitaire flamande	
54	44	3440	ngk	47	3432	343 Financiering van de universitaire studiekosten van onderhorigen van ontwikkelingslanden								Financement du coût des études universitaires des ressortissants des pays en voie de développement	
54	44	3441	ngk	47	5323	343 Initiatieven van de universitaire instellingen voor de financiering van opleidingsprogramma's, voor internationale congressen inzake ontwikkelingssamenwerking en voor studiereizen van professoren en studenten								Initiatives des institutions universitaires pour le financement de programmes de formation et de congrès internationaux en matière de coopération au développement et voyages d'études de professeurs et d'étudiants belges vers les pays en voie de développement	
54	4.5	Frans Taalige Universitaire Samenwerking												45 Coopération universitaire francophone	
54	45	3450	ngk	48	3432	343 Financiering van de universitaire studiekosten der onderdanen van ontwikkelingslanden								Financement du coût des études universitaires des ressortissants des pays en voie de développement	

OA DO	PA PA	BA AB	KS BA in 1983 AB en 1993	EC. CL.	BENAMING	93	93	94	94	94-93	94-93	DENOMINATION		
						VLG-KR. CE-ENG	ORD-KR. CR-ORD	VLG-KR. CE-ENG	ORD-KR. CR-ORD	SC VLG-KR. CE-ENG	ORD-KR. CR-ORD			
54	45	3451	ngk	48	5323	343	Initiatieven van de universitaire instellingen voor de financiering van vormingsprogramma's en voor internationale congressen inzake ontwikkelingssamenwerking en studiereizen van professoren en studenten		cnd			initiatives des institutions universitaires pour le financement de programmes de formation et de congrès internationaux en matière de coopération au développement et voyages d'études de professeurs et d'étudiants belges vers les pays en voie de développement		
Tot. progr. 4:		ngk					1.348.7 8.0	1.348.7 8.0	1.182.4 52.5	1.182.4 36.0	cnd crd	-164.3 44.5	Tot. progr. 4: Activités éducatives	
54	5	OVERLEVINGSFONDS DERDE WERELD											6 FONDS DE SURVIE POUR LE TIERS MONDE	
50	5350	fon	39	5301	533	Activiteiten van het Overlevingsfonds-Derde Wereld	1.267.2	507.2	650.0	450.0	fon	-617.2	-57.250 Activités du Fonds de Survie pour le Tiers Monde	
Total Programme 5: Overlevingsfonds Derde Wereld													Total Programme 5: Fonds de Survie pour le Tiers Monde	
54	6	DIVERSEN-PLURISECTORIEL											6 DIVERS - PLURISECTORIEL	
54	60	Overdrachten aan de Sociale zekerheid											60 Transferts à la Sécurité Sociale	
54	60	4201	ngk	99	4201	421	Stortingen ten bate van de DOSZ, van de premies die verschuldigd zijn in uitvoering van de wet van 5 juli 1966 betreffende de pensioenregeling van het aangenomen lekenpersoneel van het vrij onderwijs in Zaire, Rwanda en Burundi voor de onafhankelijkheid van die landen		cnd					Versements à l'Office de la Sécurité sociale d'Outremer des primes dues en exécution de la loi du 5 juillet 1966 relative au régime de pension du personnel laïc agréé de l'enseignement libre du Zaïre, du Rwanda et du Burundi avant l'accession de ces pays à l'indépendance
54	60	4203	ngk	99	4203	421	Stortingen ten bate van de DOSZ van de bijdragen betrekking op de aansluiting bij bepaalde uitkeringen van de sociale zekerheid van het voor de uitvoering van samenwerkingsfuncties in de ontwikkelingslanden aangenomen zendeling personeel	1.0	1.0	0.5	0.5	cnd	-0.5	Versements à l'Office de la Sécurité sociale d'Outremer des cotisations afférentes à l'affiliation à certaines prestations de la sécurité sociale du personnel missionnaire agréé pour l'exercice de fonctions de coopération dans les pays en voie de développement
54	60	4204	ngk	99	3306	421	Uitvoering van artikel 26 van de wet van 5 juli 1966 "Rekening van de aanvullende pensioenen voor de leerkrachten" ten gunste van het lekenpersoneel van het vrij onderwijs in Zaire, Rwanda en Burundi voor de onafhankelijkheid van die landen	250.0	250.0	228.0	228.0	cnd	-22.0	Exécution de l'article 26 de la loi du 5 juillet 1966: "Compte de pensions complémentaires des enseignants" en faveur du personnel laïc de l'enseignement libre du Zaïre, du Rwanda et du Burundi avant l'accession de ces pays à l'indépendance
54	61	Overdrachten aan gezinnen											61 Transferts aux ménages	
54	61	3310	ngk	99	3302	3311	Terugbetaling van de kosten voor geneeskundige zorgen in Europa aan de Belgische en Luxemburgse missionarissen Afrika (KB van 13/12/1962, en 4/11/1963 (Cf art 2-15-5 van de Algemene Uitgavenbegroting)		cnd					Remboursement des frais de soins médicaux dispensés en Europe aux missionnaires belges et luxembourgeois d'Afrique (arrêté royaux des 12 décembre 1962 et 4 novembre 1963) (Cf art 2-15-5 du Budget général des dépenses)
54	62	Diversen											62 Divers	
54	62	3320	ngk	99	3310	3312	Toelagen aan instellingen voor onderlinge hulpverlening en privée-organisaties waarvan de activiteit gericht is op de ontwikkelingssamenwerking of het onthaal van Belgen		cnd					Subventions à des institutions d'entraide et à des organismes privés exerçant des activités de promotion de coopération au développement ou d'accueil de Belges rentrant d'outremer
54	62	3420	ngk	69	3408	343	Uitgaven voor de opleiding en de herscholing van de kandidaten en van de medewerkers aan samenwerkingsa	20.0	20.0	20.4	20.4	cnd	0.4	Dépenses de formation et de recyclage des candidats et des participants à des actions de coopération

